



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-deuxième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 10 mai 1967,  
à 10 h 50

NEW YORK

## S O M M A I R E

	Page
Organisation des travaux . . . . .	5
Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales relatif aux demandes d'audition . . . . .	5
Déclaration du représentant de la Belgique . . . . .	5

*Président:* M. Milan KLUSÁK  
(Tchécoslovaquie).

*Présents:*

Les représentants des Etats suivants, membres du Conseil: Belgique, Cameroun, Canada, Dahomey, Etats-Unis d'Amérique, France, Gabon, Guatemala, Inde, Iran, Koweït, Libye, Maroc, Mexique, Pakistan, Panama, Pérou, Philippines, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sierra Leone, Suède, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Venezuela.

Les observateurs des Etats Membres suivants: Autriche, Chine, Danemark, Hongrie, Israël, Japon, République Dominicaine, République socialiste soviétique d'Ukraine, Yougoslavie.

L'observateur de l'Etat non membre suivant: République fédérale d'Allemagne.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation mondiale de la santé, Banque internationale pour la reconstruction et le développement, Organisation météorologique mondiale.

Organisation des travaux (E/L.1152/Amend.1)

1. Le PRESIDENT attire l'attention du Conseil sur le plan révisé d'organisation des travaux de la quarante-deuxième session (E/L.1152/Amend.1), qui tient compte des observations formulées par certains membres du Conseil à la séance précédente.

2. M. VIAUD (France) et M. SCHUURMANS (Belgique) appuient le calendrier proposé mais expriment l'espoir que la discussion sur le rapport de la Commission des droits de l'homme (point 11) pourra commencer au milieu de la deuxième semaine de la session.

3. Le PRESIDENT déclare qu'il communiquera cette observation au Président du Comité social.

*Le plan d'organisation des travaux est adopté.*

Rapport du Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales relatif aux demandes d'audition (E/4360)

4. Le PRESIDENT attire l'attention du Conseil sur les recommandations formulées par le Comité du Conseil chargé des organisations non gouvernementales dans son rapport (E/4360) sur les demandes présentées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif de la catégorie A à l'effet d'être entendues au sujet de certains points de l'ordre du jour.

*Les recommandations du Comité sont adoptées.*

Déclaration du représentant de la Belgique

5. M. SCHUURMANS (Belgique) déclare qu'en reprenant place après 12 années au sein du Conseil, qui s'est élargi du fait de l'admission de beaucoup de pays appartenant à un continent qui n'était représenté naguère que d'une manière symbolique, sa délégation tient à souligner que l'indépendance politique ne serait qu'un leurre ou une dérision si se perpétuait l'emprise de l'économie des pays hautement industrialisés sur celle des Etats qui viennent d'accéder à l'indépendance. Cependant, l'indépendance économique demeurerait pour ces Etats un objectif hors d'atteinte s'ils étaient abandonnés à leurs seules ressources. C'est pourquoi il incombe aux pays plus favorisés de dispenser l'aide qui seule préservera les jeunes nations du chaos, de la misère et du désespoir. L'opinion internationale et les gouvernements reconnaissent à quel point le problème du développement est lié à celui de la paix, mais on ne saurait cependant considérer l'entraide à l'échelle mondiale comme une sorte de prime d'assurance que les pays riches consentiraient à payer pour se prémunir contre les risques de désordre. Ce serait en dénaturer le sens; l'aide aux pays moins favorisés doit être exempte de calcul économique aussi bien que d'arrière-pensée politique. De leur côté, les pays bénéficiaires doivent rendre justice à l'effort consenti pour leur venir en aide et ont l'obligation de garantir une utilisation judicieuse des moyens mis à leur disposition.

6. Inspiré par un sentiment profond de solidarité humaine, le Gouvernement belge est l'un des rares gouvernements qui consacrent à l'aide aux pays en voie de développement 1 p. 100 au moins de leur revenu national. Bien que, pour des raisons historiques évidentes, la plupart de ses engagements bilatéraux aient été orientés vers les régions d'Afrique dont il avait encore récemment la charge, il se rend compte de la nécessité d'étendre son assistance à des pays d'autres régions du monde.

7. Devant l'importance grandissante que l'on accorde aux problèmes liés au développement et à la coopé-

ration, M. Schuurmans se demande si la tâche de coordination assignée au Conseil par la Charte des Nations Unies ne devrait pas être exercée en vue d'une synthèse des activités des nombreux organes des Nations Unies qui œuvrent dans le domaine de l'assistance et même, autant que possible, des institutions spécialisées. Il incomberait dans ce cas au Conseil non seulement de définir les sphères d'action et les compétences respectives de ces différents organes, de façon à éviter des conflits d'attributions et à prévenir des doubles emplois, mais en outre de jeter les bases d'une véritable coopération permanente entre les différents secrétariats, en esquissant une politique programmée et concertée. Il conviendrait également que le Conseil établisse des contacts étroits avec les gouvernements afin d'harmoniser, dans toute la mesure du possible, les programmes d'aide multilatérale et bilatérale.

8. Maintenant que le Conseil économique et social est devenu plus représentatif et s'efforce d'améliorer ses méthodes de travail et d'amplifier ses moyens d'action, chaque gouvernement devrait le considérer comme l'organe de coordination et de synthèse pour l'ensemble des activités qui intéressent la coopération en vue du développement. Sans qu'il soit pour autant porté atteinte au degré d'autonomie des autres organes et institutions, un renforcement du rôle directeur du Conseil ne pourrait, semble-t-il,

que rendre plus efficace l'action collective des organismes des Nations Unies.

9. La nécessité de la coordination se fait sentir de plus en plus en raison de la prolifération des institutions et des initiatives de tous genres, car l'efficacité de ces efforts ne sera garantie que par la présence d'un guide suprême, vigilant et éclairé. Le Conseil est plus qualifié que tout autre organe pour assumer ce rôle et assurer la constance dans la poursuite des objectifs tout en veillant à une utilisation saine et équilibrée des moyens disponibles. De plus, le Conseil est sans doute l'organe le mieux placé pour mettre en œuvre les réformes radicales préconisées par le Comité *ad hoc* d'experts chargé d'examiner les finances de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées, réformes qui comprennent, notamment, la programmation à long terme, l'abandon des budgets annuels et l'établissement de budgets-programmes.

10. La conception que la délégation belge se fait du nouveau rôle que le Conseil pourrait être amené à jouer, pour donner à la coopération entre pays développés et nations du tiers monde un relief qui accroîtrait son rayonnement et son efficacité, la guidera au cours de son examen des questions importantes inscrites à l'ordre du jour du Conseil.

*La séance est levée à 11 h 15.*